



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

JPR/475

Arrêté du 10 janvier 2023 portant mise en demeure à la société HOLCIM Haut-Rhin pour son site 1 route de Thann à ALTKIRCH (68130)

**Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 février 2020 réglementant les activités de fabrication de ciment et de co-incinération de déchets de la société HOLCIM Haut-Rhin située 1 route de Thann à ALTKIRCH ;

VU le rapport du 07 décembre 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 20 octobre 2022 ;

Considérant que l'article 58 de l'arrêté du 13 février 2020 dispose que « *Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative* » et que l'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu est soumis à des contrôles ; que la procédure relative à l'étalonnage des équipements de mesure en continu réalisée en juillet 2022 a mis en évidence la présence d'analyseurs défectueux ; que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un contrôle justifiant du bon fonctionnement des équipements de mesure ; qu'en conséquence la fiabilité des mesures réalisées dans le cadre de la surveillance en continu n'est pas garantie ;

Considérant les termes de l'article L 171-8 du code de l'environnement « I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine. »

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : La société HOLCIM Haut-Rhin, dont le siège social est situé 1 route de Thann à ALTKIRCH (68130), est mise en demeure de respecter les prescriptions reprises ci-après, pour ses installations situées à la même adresse, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- article 58 de l'arrêté du 13 février 2020
« Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification (AST) par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique ».

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4 :- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

A Colmar, le 10 janvier 2023

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT